



ISSN: 2230-9926

Available online at <http://www.journalijdr.com>

IJDR

International Journal of Development Research

Vol. 12, Issue, 03, pp. 54747-54753, March, 2022

<https://doi.org/10.37118/ijdr.24150.03.2022>



RESEARCH ARTICLE

OPEN ACCESS

INTEGRATION DU GENRE EN MILIEU RURAL: PARTICIPATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE TERRITOIRE DE WALIKALE/NORD-KIVU/RDC

***Désiré Safari**

Désiré Safari Nteziryabo, Doctorant 3/UCAC-Yaoundé/Cameroun

ARTICLE INFO

Article History:

Received 12th January, 2022

Received in revised form

19th January, 2022

Accepted 13th February, 2022

Published online 28th March, 2022

Key Words:

Développement socio-économique, Intégration du genre, Participation des femmes, Territoire de Walikale.

*Corresponding author: **Désiré Safari**

ABSTRACT

Cette recherche visait à étudier l'intégration du genre en milieu rural à travers la participation des femmes au développement socio-économique dans le territoire de Walikale à l'Est de la République Démocratique du Congo. Une approche méthodologique qualitative a été adoptée pour mener les enquêtes sur le terrain en utilisant les techniques d'entretien semi-directif et d'observation directe. Un échantillon typique ou « par choix raisonné » a été tiré parmi les femmes ménagères, entrepreneuses et salariées. Au terme du processus d'échantillonnage, 56 individus ont participé à l'enquête. L'analyse de contenu a été utilisée pour générer les résultats présentés dans ce travail. La recherche a mis en évidence les activités pratiquées par les femmes et les effets de ces activités pour leur participation au développement socio-économique, avant de décrire les défis à cette participation et d'identifier les souhaits des femmes pour les surmonter. Il s'avère que les activités pratiquées par les femmes, notamment productives et reproductives, reflètent leur participation au développement socio-économique. Cependant, cette participation se heurte à un certain nombre de défis, dont la résistance au changement en matière d'égalité des sexes, l'accès limité des femmes aux ressources et la faible participation des femmes à la prise de décisions familiales et à la gouvernance publique locale. Pour surmonter ces défis, les femmes ont exprimé des souhaits qui ont été regroupés selon les axes suivants : valoriser le potentiel humain des femmes, promouvoir l'inclusion des femmes dans divers domaines de la vie et soutenir l'entrepreneuriat féminin. Cette recherche révèle les évidences de la participation des femmes au développement socio-économique, tout en montrant qu'il existe un réel besoin de leur autonomisation afin qu'elles puissent pleinement participer. N'ayant pas abordé la thématique étudiée dans sa globalité, des perspectives de recherche ont été préconisées.

Copyright © 2022, Désiré Safari. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Désiré Safari. "Intégration du genre en milieu rural: participation des femmes au développement socio-économique dans le territoire de walikale/nord-kivu/rdc", *International Journal of Development Research*, 12, (03), 54747-54753.

INTRODUCTION

Le concept d'intégration du genre est apparu pour la première fois dans les textes internationaux de la troisième Conférence mondiale sur les femmes à Nairobi en 1985 lors des débats organisés par la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme dans le développement. A cette époque, l'intégration du genre était perçue comme un outil pour intégrer les valeurs des hommes et des femmes dans le développement socio-économique (Savinskaya Olga, 2004). Par la suite, la plate-forme de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de 1995 à Pékin appelait à la promotion des politiques d'intégration de la dimension de genre en affirmant que les gouvernements et d'autres facteurs promeuvent une politique active et visible d'intégration d'une perspective de genre dans toutes les politiques et tous les programmes afin qu'avant que les décisions ne soient prises, une analyse soit faite des effets des femmes et des hommes respectivement (Ghodsee, 2004:89). Selon Singh *et al.* (2019), les interventions d'intégration du genre sont reconnues dans le

monde entier comme un outil efficace pour réduire la pauvreté et améliorer le statut socio-économique d'un pays, en particulier le revenu des ménages. Pour réduire les inégalités entre les sexes, les femmes sont reconnues comme des participantes actives et incluses, en tant que travailleuses et productrices, dans le processus de développement. En République Démocratique du Congo (RDC), l'histoire des questions de genre est aussi ancienne que le processus d'évolution des sociétés traditionnelles. Les configurations voire les régimes de genre en RDC nécessitent néanmoins une conceptualisation du fait de l'évolution hésitante du système social congolais. Des effets des nouvelles cultures sur les femmes méritent d'être interrogés afin de prendre en compte des initiatives visant leur repositionnement dans le monde pour leur meilleure implication dans le développement durable (Plan National Genre RD Congo, 2009). Ainsi, le rôle central de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes dans la réalisation du développement durable a été reconnu au cours des dernières décennies en RDC. Cette reconnaissance est évidente dans un certain nombre de conventions et d'accords

internationaux, y compris ceux relatifs à l'application du principe 20 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement durable, adopté en 1992, selon lequel la pleine participation des femmes est essentielle à la réalisation du développement durable. En effet, les femmes étant une ressource importante pour le développement, nous voulons comprendre leur participation au développement socio-économique en contexte rural. C'est dans ce cadre que s'inscrit cette recherche qui vise principalement à étudier l'intégration du genre en milieu rural à travers la participation des femmes au développement socio-économique dans le territoire de Walikale à l'Est de la RDC. Spécifiquement, cette recherche poursuit trois objectifs, à savoir:

- Analyser les types d'activités pratiquées par les femmes et les effets de ces activités pour leur participation au développement socio-économique;
- Décrire les défis à la participation des femmes au développement socio-économique ;
- Identifier les souhaits exprimés par les femmes pour surmonter ces défis.

DEFINITION DES CONCEPTS CLES

Cette section permet de mieux comprendre les concepts clés utilisés dans cette recherche. Il s'agit essentiellement de l'intégration du genre, de la participation des femmes et du développement socio-économique.

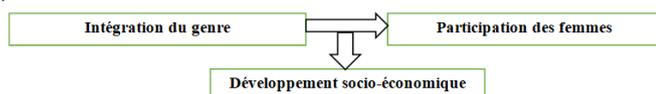


Figure 1. Cadre conceptuel

Intégration du genre: Il existe différentes définitions de ce concept et certaines sont plus récurrentes que d'autres dans le débat académique. La définition que les chercheurs utilisent souvent est celle de l'ONU et de l'UE (Alston, 2014). Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) définit l'intégration de genre comme: "le processus d'évaluation des implications pour les femmes et les hommes de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à faire des préoccupations et des expériences des femmes et des hommes une dimension intégrale de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines (politique, économique et social) afin que les femmes et les hommes en bénéficient de manière égale et que les inégalités ne se perpétuent pas. L'objectif ultime est d'atteindre l'égalité des sexes" (ECOSOC, 1997, cité dans Alston 2014). Quant au Conseil de l'Europe définit l'intégration du genre comme: "la (ré) organisation, l'amélioration, le développement et l'évaluation du processus politique, de sorte qu'une perspective d'égalité des sexes soit incorporée dans toutes les politiques à tous les niveaux et à toutes les étapes, par les acteurs normalement impliqués dans la mise en œuvre des politiques" (Conseil de l'Europe, 1998, cité dans Waylen, 2008). Pour saisir pleinement le concept d'intégration de genre, il est important de souligner la distinction entre genre et sexe. Le genre est socialement construit, c'est-à-dire les aspects socioculturels d'être une femme ou un homme, tandis que le sexe est le « sexe corporel » biologique (Zalewski, 2010). Ainsi, l'intégration du genre est considérée dans cette étude comme étant un processus dans lequel les défis et les besoins de développement pour des femmes et des hommes sont clarifiés tout au long du processus de formulation, de planification de projet, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation en partant du principe que toutes les politiques, interventions et projets ont des impacts différents sur les hommes et les femmes (Halperin, *et al.*, 2012).

Participation des femmes: Ce concept est riche et varie selon les applications, et en tant que tel, il est difficile d'y donner une

définition standard commune (Barry & Bareham, cité dans Stéphane Hervé ABESSOLO, 2017). Pour cette étude, la participation des femmes est perçue comme leur contribution dans différents domaines de la vie.

Développement socio-économique: Ce concept est complexe et difficile à définir de manière inclusive. Initialement, le développement a été défini en termes de modernisation à l'occidentale obtenue grâce à la croissance économique (Redclift cité dans Michael Chugozie, 2013). D'un point de vue occidental, le développement socio-économique signifie la modernisation des systèmes socio-économiques par la croissance économique qui augmente la productivité nationale et le revenu par habitant et donc le niveau de vie de la population. Il met l'accent sur la production et le niveau de production et, s'il est atteint, ses avantages se répercutent sur la population dans son ensemble. Mais en réalité, cela semble parfois faux car dans de nombreux pays où les avantages du développement profitent à l'élite de la population, la population plus large n'a pas accès et n'a pas le droit de profiter de ces avantages (Debra Ray (1998). Ainsi, par rapport à cette étude, le développement socio-économique implique l'existence des opportunités et des ressources nécessaires pouvant permettre d'améliorer les conditions de vie d'une population.

REVUE DE LITTÉRATURE

Cette recherche n'est certainement pas la première sur l'intégration du genre. Avant nous, d'autres auteurs avaient déjà abordé la thématique étudiée, ailleurs ou sous d'autres angles. Ainsi, nous présentons une brève revue de littérature qui permet de mieux cerner la raison d'être de la problématique abordée et sous-tend la posture épistémologique adoptée. Ce faisant, L'alita K. & Prasad G. (2011) se sont concentrés sur l'autonomisation, considérée comme un moyen de créer un environnement social dans lequel on peut prendre des décisions et des choix individuellement ou collectivement pour la transformation sociale. Ainsi, ils soutiennent que l'autonomisation des femmes signifie réorganiser les relations entre les sexes au sein de la famille et de la société afin de leur donner les moyens de remettre en question et de changer leur position subordonnée dans la société. Dans le même ordre d'idées, Narayan (2002), souligne que l'accès au crédit et la participation à des activités génératrices de revenus sont censés renforcer la position de négociation des femmes au sein du ménage, leur permettant ainsi d'influencer un plus grand nombre de décisions stratégiques. L'accès au crédit doit être considéré comme contribuant aux connaissances et à la confiance en soi des femmes. Il donne également aux femmes les outils et les compétences dont elles ont besoin pour participer plus efficacement et avec succès afin d'influencer de manière formelle les décisions et les politiques qui affectent leur vie. Les femmes sont traitées de manière inégale et leur vie est moins valorisée en raison de leur sexe. L'accès différencié des femmes au pouvoir et au contrôle des ressources est au cœur de cette discrimination dans toutes les sphères institutionnelles, à savoir le ménage, la communauté, le marché et l'État.

Pourtant, l'Inde a réussi à réduire les écarts entre les sexes dans les domaines de la santé et de l'éducation, même si des disparités dans la participation aux activités économiques restent importantes malgré une croissance économique soutenue au cours de la dernière décennie. Les raisons en sont complexes : le statut familial est amélioré lorsque les femmes restent au foyer, le travail à domicile est devenu plus attractif que le travail marchand peu rémunéré, tandis que les revenus des maris augmentent; en outre, les problèmes de sécurité et le manque d'infrastructures maintiennent les femmes en dehors du marché du travail (OCDE, 2014). Anne-Marie Dieu, Christine Delahaye et Annie Cornet (2010) se sont intéressées aux femmes au foyer. En réalisant une étude qualitative en Wallonie (Belgique francophone), elles ont souligné que le rapport au travail et au marché de l'emploi des femmes dites « inactives » est bien plus complexe que les représentations communes ne le laissent apparaître. Elles ont conclu qu'outre les activités familiales et parentales, les femmes au foyer développent, lors de leur période de vie « au foyer », une série d'activités productives et créatives, qui sortent de la sphère familiale

et qui contribuent à leur procurer une série de gratifications sociales, psychologiques et symboliques, tout en leur assurant des revenus occasionnels ou plus réguliers. Le rapport occasionnel que les femmes au foyer entretiennent avec des activités productives leur permet de développer une série de compétences dont elles ne sont pas toujours conscientes elles-mêmes, alors qu'elles pourraient être mobilisées pour faciliter leur retour sur le marché du travail et donc améliorer leur employabilité. En principe, la catégorie de femmes au foyer migre vers le travail indépendant effectué en dehors du ménage lorsqu'une opportunité se présente. C'est dans cette autre catégorie où l'on retrouve les femmes entrepreneuses clairement engagées dans des activités productives. Même si, selon Anne Borin (2016), les femmes choisissent moins souvent que les hommes la voie de l'entrepreneuriat ; mais que cette tendance dépend à la fois des normes culturelles et du contexte économique. Elle poursuit en arguant que les normes évoluent et de plus en plus des femmes commencent à se lancer dans l'entrepreneuriat. Cependant, Thiphaine Lebesgue (2020) démontre que la réussite des initiatives entrepreneuriales féminines reste mitigée, et que des efforts doivent être réalisés pour que les femmes passent de la carrière traditionnelle à la carrière entrepreneuriale ; en tenant compte du fait que la carrière des femmes est sinusoïdale et liée aux autres sphères de leur vie comme la sphère familiale ou personnelle ; contrairement à la carrière des hommes qui est linéaire. En somme, il existe une abondante littérature dans le domaine de cette recherche. D'autres chercheurs, comme Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice (2016), François-Xavier Devetter (2008), Florent Song-Naba (2015) et Thierry Ribault (2008) se sont penchés sur des questions d'intégration de genre et de participation des femmes au sein de la famille et dans la société toute entière.

ENONCE DU PROBLEME

La République Démocratique du Congo a ratifié des conventions et des protocoles internationaux¹ qui définissent les obligations de l'Etat en matière de l'égalité de chances dans l'éducation, la santé, l'emploi, la famille et la participation des femmes dans les institutions publiques et politiques, ainsi que l'accès aux ressources économiques. Ces textes invitent les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer la discrimination et l'inégalité entre les sexes. Sur le plan interne, la RDC a également adopté des lois garantissant les droits de la femme, comme la loi n°15/013 du 1^{er} août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité. L'exposé des motifs de cette loi indique, entre autres, que des inégalités de droits, de chance et de sexe persistent entre les hommes et les femmes et font perdre au pays l'utile contribution des femmes à la réalisation de ses objectifs de développement humain durable. Que cette persistance des disparités entre homme et femme est constatée dans presque tous les domaines de la vie nationale, particulièrement dans les domaines politique, économique, social et culturel ; disparités qui entraînent inéluctablement des discriminations entravant la mise en œuvre adéquate de la parité homme-femme. En d'autres termes, cela signifierait que beaucoup reste à faire pour réduire les obstacles à la jouissance des mêmes droits humains pour tous, qui empêchent les femmes de jouer pleinement leurs responsabilités dans le processus de développement socio-économique en perspective d'une croissance inclusive et équitable.

Ainsi, cette recherche se propose de mener une réflexion sur l'intégration du genre à travers la participation des femmes au développement socio-économique dans le territoire de Walikale. Ceci conduit à poser les trois questions de recherche suivantes :

- Quels sont les types d'activités pratiquées par les femmes et les effets de ces activités pour leur participation au développement socio-économique?

- Quels sont les défis à la participation des femmes au développement socio-économique?
- Quels sont les souhaits exprimés par les femmes pour surmonter ces défis?

Les réponses provisoires à ces questions de recherche sont proposées à travers les hypothèses suivantes:

- Les activités pratiquées par les femmes sont de nature diverse et leur permettent d'améliorer les conditions de vie de leurs familles et d'acquiescer des richesses, en augmentant leur estime de soi et leur pouvoir de décision.
- Les défis à la participation des femmes au développement socio-économique sont d'ordre socio-culturel, structurel et infrastructurel.
- Les souhaits exprimés par les femmes pour surmonter ces défis portent sur leur autonomisation.

METHODOLOGIE

Comme il s'agit d'une recherche qualitative, la collecte des données sur le terrain a été réalisée à l'aide des techniques d'entretien semi-directif et d'observation directe.

Tableau 1. Techniques d'enquête utilisées et leurs approches

Techniques	Approches
Entretien semi-directif	<ul style="list-style-type: none"> - Interroger les femmes sur leur situation socio-économique à l'aide d'un guide d'entretien, préalablement établi. Les catégories privilégiées sont les femmes ménagères (au foyer), les femmes entrepreneuses exerçant des activités productives et les femmes salariées - Discuter, de manière informelle, avec les femmes rencontrées occasionnellement - Cibler les femmes influentes qui sont censées avoir des informations crédibles sur la situation des femmes dans le milieu d'étude
Observation directe	<ul style="list-style-type: none"> - Approcher les femmes pendant l'exercice de leurs activités - Assister, comme observateur, aux différentes réunions des femmes (en associations ou en groupes restreints) - Visiter les marchés et les sites d'exposition où les femmes vendent et achètent différents produits

La zone d'étude est le territoire de Walikale qui est subdivisé en 2 secteurs: Wanyanga et Bakano. Compte tenu des conditions sécuritaires peu rassurantes et de la difficile accessibilité géographique dans cette zone, les enquêtes se sont limitées au secteur de Wanyanga dont les sites d'échantillonnage sélectionnés sont: Walikale-centre, Bilobilo, Mubi, Ndjingala, Ondofiya, Biruwe, Makana et Mundindi. Ainsi, la population d'étude est constituée de femmes vivant dans ces sites, parmi lesquelles un échantillon typique ou « par choix raisonné » (B. Nkoum, 2010) a été tiré. D'où, l'étude a porté sur les trois catégories de femmes suivantes : femmes ménagères/femmes au foyer, femmes entrepreneuses et femmes salariées. Concernant la taille d'échantillon, nous avons considéré un élément méthodologique utilisé par les recherches qualitatives présenté par Blanchet et Gotman (2006). Il s'agit du stade de « saturation » qui exige du chercheur de mettre fin à la série des entretiens une fois que les informations collectées deviennent répétitives. L'analyse de contenu a été utilisée pour générer les résultats présentés dans ce travail. Au cours de cette recherche, la liberté d'expression et la vie privée des enquêtées ont été respectées. Il était donc impératif d'expliquer les objectifs de la recherche afin d'obtenir le consentement éclairé des répondantes avant de les faire participer à l'enquête, tout en leur garantissant la confidentialité et l'anonymat. Pour cela, des codes numériques ont été attribués aux enquêtées au lieu de noms, et aucune d'entre elles n'a été contrainte de participer à l'enquête. L'anonymat a été préservé même lors de l'analyse des résultats.

¹ La RDC a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) le 17 octobre 1986 et le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes le 09 juin 2008, qui énoncent tous deux l'obligation pour l'Etat d'assurer l'égalité en fait et en droit entre les hommes et les femmes.

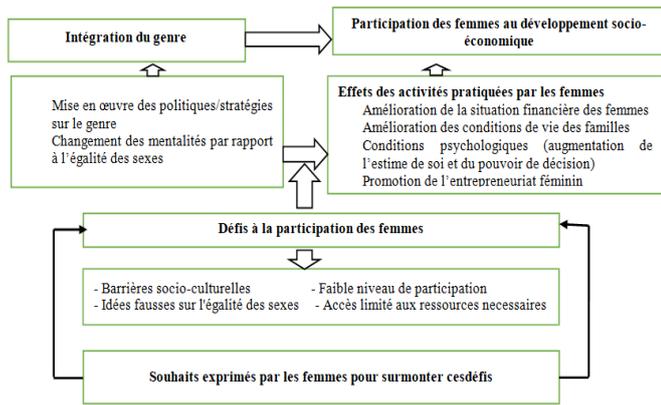


Figure 2. Cadre opérationnel

ANALYSE DES RESULTATS : Cette section comporte différentes sous-sections dans lesquelles les éléments de réponses aux questions de recherche posées sont fournis.

Le profil des enquêtées : L'enquête a ciblé les femmes vivant dans le territoire de Walikale. Au terme du processus d'échantillonnage, 56 femmes ont participé à l'enquête. L'âge, la profession, l'état matrimonial, le niveau d'éducation et le niveau de revenu sont les variables qui ont été prises en compte. En ce qui concerne l'âge, les femmes dont l'âge varie entre 18 et 60 ans étaient éligibles pour participer à l'étude car considérées comme actives et capables d'exercer une activité économique de manière autonome. L'âge moyen des femmes enquêtées est de 36 ans. A partir de la variable « profession », les femmes salariées et non-salariées ont été interrogées. Les femmes salariées sont celles qui travaillent essentiellement pour les institutions publiques et privées. Les non-salariées comprennent les femmes au foyer et celles qui exercent des activités génératrices des revenus, communément appelées entrepreneuses. Pour la variable "état matrimonial", les femmes en couple et celles vivant seules (célibataires) ont été échantillonnées pour comprendre l'influence que le mari peut avoir sur la femme par rapport aux questions de genre. Selon la majorité des femmes interrogées, les attitudes des hommes ne sont pas toujours favorables à la participation des femmes aux décisions familiales et à l'inclusion financière. En effet, les femmes vivant dans le territoire de Walikale continuent d'être opprimées par le patriarcat, malgré certaines avancées concernant la masculinité positive. Bien entendu, les femmes célibataires agissent de manière totalement indépendante. Quant à la variable « niveau d'éducation », elle a permis d'avoir des avis différenciés des femmes suffisamment instruites et celles qui ne l'étaient pas concernant leur implication et succès dans les activités pouvant favoriser le développement socio-économique. Ainsi, l'étude a révélé que les femmes instruites réussissent naturellement mieux dans les affaires que celles qui sont moins instruites ou sans instruction, car s'engager dans des activités productives nécessite un minimum d'instruction. L'estimation pour la variable "niveau de revenu" a été faite sur une base mensuelle. Le revenu mensuel moyen des femmes interrogées est de 30 000 francs congolais. De tous les revenus déclarés, les femmes entrepreneuses ont le niveau de revenu le plus élevé par rapport à celles des autres catégories professionnelles.

Le profil des enquêtées : L'enquête a ciblé les femmes vivant dans le territoire de Walikale. Au terme du processus d'échantillonnage, 56 femmes ont participé à l'enquête. L'âge, la profession, l'état matrimonial, le niveau d'éducation et le niveau de revenu sont les variables qui ont été prises en compte. En ce qui concerne l'âge, les femmes dont l'âge varie entre 18 et 60 ans étaient éligibles pour participer à l'étude car considérées comme actives et capables d'exercer une activité économique de manière autonome. L'âge moyen des femmes enquêtées est de 36 ans. A partir de la variable « profession », les femmes salariées et non-salariées ont été interrogées. Les femmes salariées sont celles qui travaillent essentiellement pour les institutions publiques et privées. Les non-salariées comprennent

les femmes au foyer et celles qui exercent des activités génératrices des revenus, communément appelées entrepreneuses. Pour la variable "état matrimonial", les femmes en couple et celles vivant seules (célibataires) ont été échantillonnées pour comprendre l'influence que le mari peut avoir sur la femme par rapport aux questions de genre. Selon la majorité des femmes interrogées, les attitudes des hommes ne sont pas toujours favorables à la participation des femmes aux décisions familiales et à l'inclusion financière. En effet, les femmes vivant dans le territoire de Walikale continuent d'être opprimées par le patriarcat, malgré certaines avancées concernant la masculinité positive. Bien entendu, les femmes célibataires agissent de manière totalement indépendante. Quant à la variable « niveau d'éducation », elle a permis d'avoir des avis différenciés des femmes suffisamment instruites et celles qui ne l'étaient pas concernant leur implication et succès dans les activités pouvant favoriser le développement socio-économique. Ainsi, l'étude a révélé que les femmes instruites réussissent naturellement mieux dans les affaires que celles qui sont moins instruites ou sans instruction, car s'engager dans des activités productives nécessite un minimum d'instruction. L'estimation pour la variable "niveau de revenu" a été faite sur une base mensuelle. Le revenu mensuel moyen des femmes interrogées est de 30 000 francs congolais. De tous les revenus déclarés, les femmes entrepreneuses ont le niveau de revenu le plus élevé par rapport à celles des autres catégories professionnelles.

La typologie des activités pratiquées par les femmes: Grâce aux enquêtes réalisées sur le terrain, nous avons établi une typologie des activités pratiquées par les femmes vivant dans le territoire de Walikale, comme le montre le tableau ci-dessous:

Tableau 2. Activités pratiquées par les femmes

Activités	Description
Productives	Elles pratiquent l'agriculture, l'élevage, l'entrepreneuriat et les emplois rémunérés...
Reproductives	Elles effectuent toutes les tâches domestiques liées à la procréation, aux soins des enfants et des personnes âgées, aux travaux ménagers,...
Religieuses	Elles prient Dieu. Elles appartiennent pour la plupart aux églises chrétiennes et une faible proportion à l'église musulmane. Elles s'occupent aussi de la pastorale des femmes et des jeunes, ...
Culturelles	Elles sont membres de groupes de théâtres et participent aux rites coutumiers et aux cérémonies folkloriques...
Intellectuelles	Elles travaillent avec des institutions de recherche (Universités/Instituts supérieurs et bureaux d'expertise)...
Sportives	Elles pratiquent le football, les autres sports sont quasiment absents
Ecologiques	Elles plantent des arbres et entretiennent de jardins potagers autour des parcelles et sensibilisent à la protection de l'environnement
Associatives	Elles sont membres d'associations féminines locales, deristourne,...
Politiques	Elles sont membres des partis politiques, mais généralement moins militantes

Source : Enquête de terrain

Les activités productives et reproductives sont les plus pratiquées par les femmes vivant dans le territoire de Walikale, suivies des activités religieuses (la majorité des femmes de Walikale sont chrétiennes, avec une faible proportion des musulmanes). Elles recourent moins aux autres types d'activités, parce qu'elles sont moins lucratives, ont ainsi déclaré. Il sied de préciser que l'intérêt de cette étude porte principalement sur les activités productives et, dans une moindre mesure, sur les activités reproductives/domestiques. Après avoir identifié les activités pratiquées par les femmes vivant dans le territoire de Walikale, la section suivante analyse les effets de ces activités pour leur participation au développement socio-économique.

Les effets des activités des femmes pour leur participation au développement socio-économique : Selon les résultats de l'étude, ces effets sont basés sur les modalités suivantes: 1) acquisition de richesses par les femmes et amélioration des conditions de vie de leurs

familles 2) augmentation de l'estime de soi des femmes et de leur pouvoir de décision.

Acquisition de richesses par les femmes et amélioration des conditions de vie de leurs familles: L'acquisition de richesses est l'un des facteurs importants qui motivent les femmes à mener des activités productives dominées par l'agriculture et l'entrepreneuriat féminin. Pour l'agriculture, elle mobilise des femmes et leur procure de l'alimentation et des revenus pour d'autres besoins de base, tels que l'habillement, la santé, l'éducation des enfants, etc. Les principaux produits agricoles sont le riz, le manioc, le maïs, la banane et l'arachide. Moins de cultures maraîchères. Quant à l'entrepreneuriat féminin, il se manifeste avec l'émergence de petites entreprises, telles que les savonneries, les huileries, les pâtisseries, les ateliers d'artisanat et de couture. Ces activités occupent une grande partie de femmes confiantes et satisfaites des bénéfices qu'elles en tirent. Par exemple, une femme entrepreneuse qui a pu démarrer sa propre entreprise (savonnerie) à Walikale-centre a déclaré que les bénéfices de cette activité lui permettent de compléter le salaire insuffisant de son mari qui travaille dans la fonction publique. Auparavant, elle et son mari ne pouvaient pas réaliser de projets familiaux, mais grâce à des efforts conjoints, ils ont acquis d'importants biens et même une maison d'habitation ; ainsi qu'une meilleure sécurité alimentaire et des économies pour leur famille. En outre, les femmes vivant dans le territoire de Walikale sont très actives dans le commerce. La majorité s'adonne au petit commerce informel des produits alimentaires sur les marchés locaux. Mais, quelques femmes, notamment les commerçantes grossistes des produits de première nécessité et négociantes des minerais, ont déclaré qu'elles ont effectué des voyages commerciaux en dehors du territoire. Par contre, une autre portion de femmes se retrouve dans des emplois rémunérés. Il s'agit notamment d'enseignantes, d'infirmières, d'agents d'entreprises privées, d'ONGs et de la fonction publique. Toutes les professions exercées par les femmes génèrent des revenus qui leur permettent d'intégrer le circuit financier et économique. Cela donne lieu à dire que les femmes vivant dans le territoire de Walikale jouent un rôle important dans le développement socio-économique, en plus de contribuer au bien-être de leurs familles. Face à la crise économique, sociale et politique qui sévit en République Démocratique du Congo suite aux différentes guerres et conflits de toutes sortes, les femmes sont obligées d'aider leurs maris dans différentes responsabilités familiales. Une femme interrogée a livré ce constat : *« la plupart des maris ne travaillent plus et ceux qui travaillent ne sont pas correctement rémunérés. Mon mari est fonctionnaire de l'Etat et touche moins de 100 dollars par mois. Pour subvenir aux besoins de la famille, juste pour manger et payer les études des enfants, je dois beaucoup travailler afin d'apporter ma contribution »*.

D'autre part, les femmes au foyer, communément appelées *ménagères*, s'occupent essentiellement des activités reproductives/domestiques qui, malheureusement, ne sont pas rémunérées. Pourtant, elles sont d'une grande valeur pour la prospérité des familles. Au cours de l'étude, nous avons soumis les femmes à un exercice dans lequel elles ont fourni des estimations du salaire mensuel qu'une femme au foyer pourrait gagner pour les activités domestiques qu'elle accomplit. Toutes les femmes approchées pour cet exercice ont estimé que compte tenu de leur complexité, il était impossible de payer ces activités à prix juste. Dans ces conditions, la contribution des « femmes au foyer » au développement socio-économique est perçue par les femmes comme mathématiquement inestimable. Pourtant, leur contribution importante et indéniable à la survie des ménages n'offre pas l'opportunité de les prendre en compte dans l'économie formelle. Or, les activités domestiques pourraient occuper une place très importante dans le PIB (Produit Intérieur Brut), qui est la mesure la plus communément utilisée de la richesse produite par une économie d'une nation. En France, Selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), qui calcule le PIB, le travail non rémunéré effectué dans la sphère familiale (comme par exemple le ménage, la cuisine, le soin aux enfants...) représenterait environ un tiers du PIB français (Lafinancepourtou, 2017).

Augmentation de l'estime de soi et du pouvoir de décision des femmes: Grâce à un meilleur accès aux ressources financières et au contrôle de leurs propres revenus, les femmes participent à la prise de décisions importantes sur les questions sociales et celles liées à la gestion de la famille. Les femmes enquêtées ont déclaré qu'un meilleur accès aux revenus les rend plus responsables et autonomes. Dans un entretien avec un propriétaire de guichet automatique (publiphone), celle-ci a déclaré ce qui suit : *"... après la mort de mon mari, j'ai été dévastée que l'avenir de mes enfants soit maintenant entre mes mains. Grâce à cette activité, je suis fière de moi car je sais m'occuper de mes enfants par mes propres efforts"*

Ainsi, outre le fait que les activités productives qu'exercent les femmes leur procurent des revenus, elles leur permettent d'avoir une estime d'elles-mêmes. Les femmes investissent dans les mêmes activités que les hommes sans complexe. Elles sont confiantes et très fières de leur utilité pour ce qu'elles apportent à leurs familles et à la société. D'un autre point de vue, les activités productives que les femmes exercent en dehors de leurs foyers ou leurs emplois salariés les empêchent de passer la majeure partie de leur temps à la maison à ne rien faire. Les femmes croient que travailler à l'extérieur de la maison aide à prévenir les conflits conjugaux qui peuvent conduire à la violence domestique. Parmi les femmes qui exercent les activités productives, dix ont déclaré ne plus avoir subi de violences domestiques de la part de leurs conjoints depuis qu'elles ont commencé ces activités. Elles ont également souligné que le niveau de violence à l'égard des femmes est élevé dans les couples où les femmes ne sont pas employées parce qu'elles dépendent de leurs maris pour tous les besoins domestiques et personnels, et lorsque les maris se sentent dépassés, des conflits commencent à surgir. En revanche, un climat de confiance s'installe dans le couple lorsque le mari et la femme apportent des ressources financières et deviennent tous deux les centres de pouvoir et de financement pour la famille. De tout ce qui précède, il convient de noter que les activités pratiquées par les femmes produisent des effets (positifs) sur leurs familles et sur elles-mêmes et, par ricochet, sur l'ensemble de la communauté. Ces effets témoignent de la participation des femmes au processus de développement socio-économique. Cependant, cette participation se heurte aux défis que nous décrivons dans la section suivante.

Les défis à la participation des femmes au développement socio-économique: Les défis identifiés lors des enquêtes incluent la résistance au changement en matière d'égalité des sexes, l'accès limité des femmes aux ressources, la faible participation des femmes à la prise de décisions au sein de la famille et à la gouvernance publique locale.

Résistance au changement en matière d'égalité des sexes: Dans le territoire de Walikale, les normes comprennent les attitudes, les valeurs, les connaissances et sont partagées par les membres de la société, tandis que la culture est basée sur des histoires, des croyances, des rituels et des coutumes qui se transmettent d'une génération à l'autre. Les normes et cultures sont dominées par le patriarcat, qui place l'homme au centre de toute action familiale et sociale. Les gens continuent de résister au changement en matière d'égalité des sexes en raison de leur état d'esprit et de leur ignorance, ainsi que des stéréotypes socio-culturels qui font croire que les préoccupations de genre sont uniquement en faveur des femmes et que cela pourrait inverser l'ordre social et promouvoir le privilège des femmes au détriment des hommes. Ainsi, les hommes craignent que la tendance ne s'inverse en donnant la suprématie aux femmes. Ce genre d'idées fausses récurrentes et enracinées dans la communauté de Walikale rend les hommes méfiants à l'égard des initiatives visant à faire progresser l'égalité des sexes, alors qu'ils ont un rôle important à jouer dans la promotion des femmes.

Accès limité des femmes aux ressources (financières et autres): L'accès aux ressources financières est très limité pour les femmes vivant dans le territoire de Walikale. Alors que nombreuses souhaitent s'engager dans des activités génératrices de revenus, elles manquent d'institutions de microfinance pouvant les aider à obtenir des prêts/crédits. Mais aussi, bien qu'il soit possible pour quelques-

unes de les obtenir en se rendant dans les grandes villes, comme Kisangani ou Goma, elles n'ont malheureusement pas de propriétés (immobilières) enregistrées à leurs noms pour les utiliser comme hypothèque afin de tenter d'obtenir un crédit, car dans la plupart de cas, le patrimoine familial commun est inscrit au nom du mari. En conséquence, les femmes qui prennent l'initiative de créer de petites entreprises échouent à cause du manque de financement, comme l'a déclaré une répondante: "j'essaie de faire des affaires depuis deux ans, mais je n'ai pas assez d'argent pour réussir, je tâtonne toujours." En effet, mettre en place une activité productive nécessite des ressources financières importantes dont les femmes ne disposent pas toujours. Ainsi, le recours à la micro-finance serait pour elles un moyen d'accroître leur pouvoir financier, économique et même social. Le cadre conceptuel présenté par Khushal Midha (2015) dans son étude sur la micro-finance et son rôle dans le développement montre l'impact potentiel que la microfinance peut avoir au niveau des ménages et de la communauté.

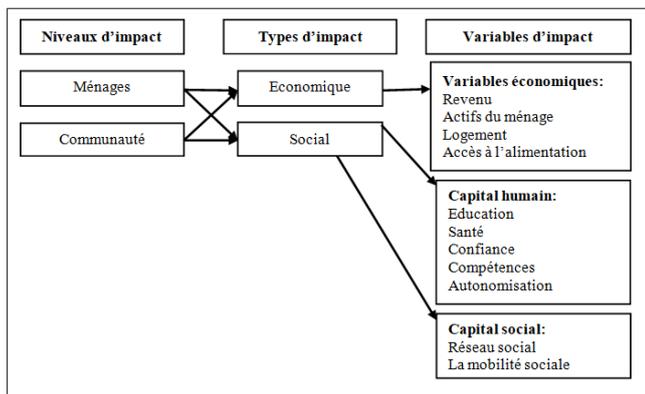


Figure 3. Impact potentiel de la microfinance au niveau des ménages et de la communauté

L'accès aux services financiers est considéré comme un moyen par lequel le développement peut être orienté pour réduire la pauvreté et améliorer nettement les moyens de subsistance des populations, particulièrement les plus vulnérables, dont des femmes, des handicapés et des jeunes (Johnson et Rogaly, 1997). Cependant, un travail titanesque doit être fait car 70% des femmes africaines n'ont pas accès aux services financiers tels que compte d'épargne ou compte courant, prêts, crédit et autres services institutionnels. Au Cameroun, en République Démocratique du Congo et au Sénégal, moins de 10% de femmes ont un compte bancaire auprès d'une institution financière formelle (IDRC, 2020). Bien plus, la décision d'entreprendre un projet est souvent influencée par un certain nombre de facteurs, outre l'argent, l'accès à l'eau, à l'énergie et à la terre. Par exemple, les femmes qui possèdent de petites usines d'extraction d'huile de palme et de savonnerie ont besoin d'eau et de bois de chauffe, dont elles ne disposent pas assez pour ces activités. Les cultivatrices ont également déclaré qu'elles n'avaient pas suffisamment de terres pour leurs cultures. Une vingtaine de femmes interrogées dans le cadre de cette étude ne pratique pas l'agriculture par manque de terres arables. Un autre défi et non des moindres, concerne les routes de desserte agricole rares et mal entretenues qui exacerbent l'isolement de certaines femmes qui n'ont pas facilement accès aux marchés locaux, et ne peuvent donc pas vendre leurs récoltes agricoles ou acheter les produits dont elles ont besoin. Cette situation entraîne non seulement des problèmes d'alimentation dans les zones reculées, mais est également à l'origine de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité, ce qui pénalise les ménages à faible pouvoir d'achat. Selon la FAO (2019), un accès équitable aux ressources naturelles et productives est la garantie pour les femmes d'avoir de meilleures opportunités. Cependant, l'accès et le contrôle des ressources par elles restent faibles malgré le fait qu'un nombre important des ménages doivent leur survie aux femmes qui sont devenues les principales pourvoyeuses des moyens de subsistance (Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant de la RDC, Rapport National Genre, 2009).

Faible participation des femmes à la prise de décisions familiales et à la gouvernance publique locale : En plus de la législation congolaise introduite ces dernières années dans la dynamique d'intégration du genre, de nombreux traités internationaux consacrent le principe de la participation égale des femmes et des hommes dans les structures de pouvoir et de prise de décision, notamment la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cependant, dans le territoire de Walikale, cette participation égale est loin d'être effective comme en témoignent les résultats de l'étude indiquant une évaluation négative de la participation des femmes au processus de prise de décision au niveau familial et dans l'administration publique locale ; à titre illustratif, certaines femmes parmi les enquêtées ont déclaré que la décision sur la répartition des revenus familiaux incombe principalement aux maris et que presque tous les postes administratifs au sein de la communauté de Walikale sont occupés par des hommes. Bien évidemment, les autres défis décrits précédemment affectent de manière négative la participation des femmes. Face à tous ces défis, les femmes ont exprimé des souhaits sous forme de recommandations pour les surmonter.

Les souhaits exprimés par les femmes pour surmonter les défis à leur participation au développement socio-économique : Ces souhaits ont été regroupés selon les axes suivants : valoriser le potentiel humain des femmes, promouvoir l'inclusion des femmes dans divers domaines de la vie et soutenir l'entrepreneuriat féminin.

Valoriser le potentiel humain des femmes: Les femmes vivant dans le territoire de Walikale ont des talents, des expériences et de la sagesse qu'elles souhaitent valoriser. Mais, leur employabilité est essentiellement orientée vers les activités ciblées du secteur informel, pourtant, avec leurs compétences transversales et polyvalentes, elles représentent un potentiel plus large à exploiter. En investissant dans le capital humain des femmes, les sociétés font un pari gagné (Banque mondiale, 2018).

Promouvoir l'inclusion des femmes dans divers domaines de la vie

"Leave No One Behind - Ne Laisser Personne pour Compte"
(Nations- Unies, 2017)

Les femmes vivant dans le territoire de Walikale souhaitent voir les différents acteurs (institutions publiques et privées, société civile y compris les ONGs) adhérer aux principes d'inclusion, de bonne gouvernance et de justice, en promouvant une culture inclusive et en garantissant des conditions équitables d'accès à l'emploi. Si les femmes disposent des compétences requises, les pourvoyeurs d'emplois doivent les recruter à tous les niveaux, les promouvoir aux plus hauts niveaux de responsabilité et accroître leur représentation dans les instances dirigeantes. Par ailleurs, l'inclusion des femmes au sein de la famille se révèle très cruciale car leur exclusion est d'autant plus préjudiciable que ce sont elles qui tiennent la gestion familiale au quotidien. Ceci est corroboré par la déclaration d'une interviewée qui a affirmé que c'est elle qui décide de l'alimentation pour la famille, de l'habillement, de l'école et de la santé des enfants. Au fond, l'inclusion des femmes n'est pas une fin en soi, mais des moyens à plusieurs fins. A ce titre, elle doit être globale (financière, économique, sociale, professionnelle, etc.).

Soutenir l'entrepreneuriat féminin: Les femmes vivant dans le territoire de Walikale sont confiantes et créatives, mais aspirent encore à leur autonomisation. Elles souhaitent ainsi obtenir des appuis financiers pour monter des microprojets rentables dans divers domaines, à savoir: l'agro-alimentaire, le numérique, le commerce, l'artisanat, etc. A cet effet, elles souhaitent collaborer avec des institutions de micro-finance afin de renforcer leur capacité financière à s'engager dans l'entrepreneuriat, ce qui leur permettrait d'augmenter davantage leurs revenus, de créer des emplois et ainsi de participer au développement socio-économique. En effet, la prise en compte des souhaits exprimés par les femmes permettrait d'accroître leur pouvoir

financier, économique et social, et par conséquent, de réduire les inégalités entre les sexes.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

S'appuyant sur les données empiriques recueillies par une approche méthodologique qualitative, cette recherche indique que les femmes s'engagent dans diverses activités, notamment productives et reproductives, qui reflètent leur participation au développement socio-économique. Cependant, cette participation se heurte à un certain nombre de défis qui peuvent être surmontés si les souhaits exprimés par les femmes sont pris en compte. La recherche révèle en effet les évidences de la participation des femmes au développement socio-économique, tout en montrant qu'il existe un réel besoin de leur autonomisation pour qu'elles puissent participer pleinement. Partant, si les femmes sont exclues du processus de développement, une grande partie de la population qu'elles représentent n'y contribuera pas.

Les objectifs fixés pour cette recherche ont été atteints, sans prétendre avoir abordé la thématique étudiée dans sa globalité. Ainsi, pour la constante curiosité scientifique du chercheur, des perspectives de recherche sont préconisées. Pour ce faire, les sujets suivants pourraient être traités dans le futur:

- Intégration du genre et conservation de la biodiversité: participation des femmes à la gestion des ressources forestières à l'Est de la RDC
- Intégration du genre en situation post-conflits: participation des femmes à la consolidation de la paix en se basant sur le cas de la RDC

Je dédie ce travail à toutes les femmes battantes, en particulier celles vivant dans le territoire de Walikale.

REFERENCES

- Alston, Margaret, *Gender mainstreaming and climate change*, Women's Studies International Forum, 2014.
- Anne Borin, dans *l'Entrepreneuriat des femmes : motivations et obstacles*, 2016
- B. Nkoum, *Initiation à la recherche: une nécessité professionnelle*, presse de l'UCAC, 2010
- Banque mondiale, *libérer le potentiel des filles et des femmes pour améliorer leurs futurs revenus* (banquemondiale.org), 2018.
- Barry, N., & Barham, J. *Review of existing practices to ensure participation of disaster affected communities in humanitarian aid operations*. ECHO. Disponible sur: http://ec.europa.eu/echo/files/evaluation/2012/Participation_Final-Rep.pdf, Barry & Barham, cités par Stéphane Hervé ABESSOLO, 2017
- Blanchet, A., & Gotman, A. Série « l'enquête et ses méthodes » : *L'entretien* (2e éd. refondue). Paris : Armand Colin, 2007
- CRDI, *promouvoir l'inclusion financière des femmes en Afrique : le Cameroun, la RDC et le Sénégal* (idrc.ca), 2020
- Debraj Ray, *development Economics*, Princeton University press, 1998
- Deepa Narayan, *empowerment and poverty reduction*, world bank washington, dc, 2002
- FAO, *favoriser l'autonomisation des femmes pour renforcer l'agriculture*, ca2678fr.PDF (fao.org) consulté, le 12-02-2022
- Florent Song-Naba, *les fondements ethniques de l'entrepreneuriat des femmes immigrées dans la restauration à Ouagadougou*, Burkina Faso | Cairn.info, 2015
- François-Xavier Devetter, *les temps de travail professionnels et les temps des enfants*, Cairn.info, 2008
- Halperin, Sandra, *Heath Oliver, Political Research: Methods and Practical Skills*. Oxford: Oxford University Press, 2012
- Jean Gadrey & Florence Jany-Catrice, *les nouveaux indicateurs de richesse*, la Découverte, 2016
- Johnson, S. and Rogaly, B. *Microfinance and Poverty Reduction*. Oxfam and Action Aid, London, 1997
- Khushal Midha, *micro-finance and its role in development*, Scholar, Indira Gandhi National Open University, New Delh, 2015
- Kristen Ghodsee, *Red Nostalgia, Communism, Women's Emancipation, and Economic Transformation in Bulgaria*, <https://scholar.harvard.edu/files/kristenghodsee/files/lhomme1/2004> (1 Beitr.) (harvard.edu) consulté, le 16-01-2022
- Lafinancepourtous, <https://www.lafinancepourtous.com/2017/12/29/une-application-pour-estimer-limpact-economique-des-activites-domestiques/> consulté, le 02/03/2022
- Lalitha K. & Prasad G, *Impact of Women Empowerment and Role of SHG's in value based Emancipation*". Indian Streams Research Journal, Volume - 1, Issue II, 2011.
- OCDE, *le renforcement la participation des femmes à l'activité économique en Inde*, études économiques N° 17, 2014
- Plan d'Action National de mise en œuvre de la politique nationale Genre en RDC, 2010
- Redclift, M. dans *Appraisal of African Identity for Sustainable Development*, Michael Chugozie Anyaehi Journal of Philosophy Vol.3 No.1A, 2013
- Richey, Lisa Ann, "Gender equality and foreign aid" in Tarp, Finn (ed.) *Foreign aid and development, lessons learnt and directions for the future*, New York: Routledge, 2000
- Savinskaya, Olga, *A guide to Gender- Analysis Frameworks*. Oxfam, Great Britain. United Kingdom, 2004
- Singh et al. , *empowering Women Through Financial Inclusion: A Study of Urban Slum - Shivangi Bhatia, Seema Singh* (sagepub.com), 2019
- Système des Nations Unies, *Leaving No One Behind: Equality and Non-Discrimination at the Heart of Sustainable Development*, 2017
- Thierry Ribault, *les absences au travail des femmes suédoises* | Cairn.info 2008
- Waylen, *Georgina, transforming Global Governance: Challenges and Opportunities in Rai*, New York: Palgrave Macmillan, 2008
- Zalewski Marysia, *I don't even know what gender is: a discussion of the connections between gender, gender mainstreaming and feminist theory*. Review of International Studies, 2010
